

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/SGP/14

G/SCM/Q1/SGP/14

8 avril 1998

(98-1445)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions des ETATS-UNIS à SINGAPOUR¹

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 avril 1998.

1. Quel est le lien juridique entre le Règlement de 1997 sur les droits compensateurs et les droits antidumping et la Loi de 1996 sur les droits compensateurs et les droits antidumping? La Loi a-t-elle fait l'objet de modifications ou d'amendements? Le règlement et la Loi sont-ils les uniques fondements juridiques de l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs?
2. Le règlement concerne le cumul de produits en provenance de plus d'un pays aux fins de déterminer, dans le cadre des enquêtes en matière de droits compensateurs, l'existence d'un dommage. Dans une disposition distincte, il traite du même sujet dans le cas des enquêtes en matière de droits antidumping. Le règlement envisage-t-il le cumul des importations faisant simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits antidumping et d'enquêtes en matière de droits compensateurs, et si tel est le cas, dans quelles circonstances?
3. Selon la Loi, une partie intéressée a le droit de demander que le Tribunal antidumping procède à un réexamen de toute détermination finale ou de tout réexamen; toutefois, les membres de ce tribunal étant désignés par le Ministre du commerce et de l'industrie qui détermine aussi leur rémunération, les conditions de leur nomination et le règlement intérieur du tribunal, on ne sait pas très bien si ce tribunal est "indépendant des autorités chargées de la détermination ou du réexamen en question", comme le prescrivent l'article 13 de l'Accord antidumping et l'article 23 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Comment cette question est-elle résolue dans le règlement?
4. Selon le paragraphe 2) de l'article 39 du Règlement, le Ministre spécifiera, aux fins du "réexamen [quinquennal] en vue d'une prorogation de l'imposition des droits", le délai pendant lequel toute partie intéressée peut exposer ses vues sur la cessation de l'imposition des droits. Quel sera le délai normalement accordé pour exposer ses vues?

¹G/ADP/N/1/SGP/2-G/SCM/N/1/SGP/2 et Suppl.1.

5. Selon le paragraphe 5) de l'article 3, le Ministre du commerce et de l'industrie (le "Ministre") pourra autoriser la modification de la demande avant d'avoir établi la détermination préliminaire s'il estime que des "circonstances exceptionnelles" justifient une telle action. Quelles sont les circonstances dont Singapour prévoit qu'elle les jugera exceptionnelles?

6. Le paragraphe g) de l'article 8 indique que l'avis au public de l'ouverture d'une enquête doit mentionner les délais qu'il est proposé de fixer pour cette enquête. Ces délais proposés comprennent-ils aussi les délais accordés aux parties intéressées pour formuler des observations, comme le prescrivent le paragraphe vi) de l'article 12.1.1 de l'Accord antidumping et le paragraphe vi) de l'article 22.2 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

7. Le paragraphe 1) de l'article 9 prévoit qu'au cours d'une enquête le Ministre peut adresser à toute partie intéressée des questionnaires afin de rassembler les informations qu'il juge nécessaires pour établir une détermination conformément à la Loi. Singapour envisage-t-elle des cas où elle n'adresserait pas de questionnaire aux producteurs et aux exportateurs? Dans l'affirmative, quel autre moyen utilisera-t-elle pour aviser toutes les parties intéressées des renseignements que celles-ci doivent présenter, comme le prescrivent l'article 6.1 de l'Accord antidumping et l'article 12.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

8. Le paragraphe 1) de l'article 11 ne prévoit pas expressément que l'avis sera public. L'avis d'une détermination préliminaire sera-t-il rendu public, comme le prescrivent l'article 12.2 de l'Accord antidumping et l'article 22.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

9. L'avis d'une détermination préliminaire positive de l'existence d'un dumping conformément au paragraphe 2) c) de l'article 11 comportera-t-il un exposé de la méthode utilisée pour établir et comparer les prix à l'exportation et les valeurs normales, comme le prescrit le paragraphe iii) de l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping?

10. Le paragraphe 2) b) de l'article 12 indique que dans le cas d'enquêtes antidumping l'application des mesures provisoires n'excédera pas six mois ou, lorsque les exportateurs contribuant pour un pourcentage notable aux importations considérées le demandent, neuf mois. L'article 7.4 de l'Accord antidumping prescrit que les mesures provisoires n'excéderont pas quatre mois, ou six mois lorsque les exportateurs contribuant pour un pourcentage notable aux importations considérées demandent une prorogation. En quoi le paragraphe 2) b) de l'article 12 est-il conforme à l'article 7.4? Singapour établit-elle une détermination au cours de toutes les enquêtes antidumping afin d'examiner si un droit moindre que la marge de dumping suffirait à faire disparaître le dommage? Le fait-elle aussi bien au stade provisoire qu'au stade final de chaque enquête antidumping?

11. L'article 13 ne prévoit aucun délai pour que la branche de production nationale puisse présenter une allégation de l'existence de circonstances critiques au cours d'une enquête en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs. Singapour envisage-t-elle de limiter la période pendant laquelle la branche de production requérante peut présenter une telle allégation? Envisage-t-elle de prendre une telle décision sans qu'il y ait d'allégation de la part de la branche de production requérante? Les parties intéressées seront-elles autorisées à présenter des renseignements et des observations concernant l'existence de circonstances critiques avant la décision du Ministre?

12. L'article 14 ne précise pas quelle(s) action(s) Singapour envisage lorsqu'il y a violation de l'engagement en matière de prix. Quelles actions envisage-t-elle dans ce cas? Si elle détermine qu'une violation a eu lieu ou qu'elle décide de mettre fin à l'engagement, sera-t-il donné une possibilité de réponse aux parties intéressées?

13. Le paragraphe 2) b) de l'article 22 prévoit que le Ministre imputera une subvention aux produits auxquels ladite subvention est liée. Quels seront les facteurs qui interviendront lorsque Singapour établira cette détermination?

14. Le paragraphe 3) de l'article 29 de la version anglaise indique que le calcul des coûts de production et de la valeur construite se fera en utilisant les données réelles du producteur ou de l'exportateur "in the exporting country" (dans le pays exportateur). L'expression "exporting country" ("pays exportateur") utilisée dans le paragraphe 3) de l'article 29 de la version anglaise a-t-elle la même signification que l'expression "pays d'origine" figurant au paragraphe i) de l'article 2.2.2 de l'Accord antidumping?

15. Le paragraphe 2) de l'article 40 oblige les importateurs sollicitant un réexamen en vue d'obtenir un remboursement des droits de notifier, "dans les formes prescrites", au plus tard au moment de l'entrée des produits considérés à Singapour, leur demande au Ministre et au Directeur général des douanes et de l'accise. Comment Singapour appliquera-t-elle cette disposition? Les importateurs seront-ils avisés en temps voulu?

16. Le paragraphe 7) de l'article 40 prévoit que s'il est établi au cours du réexamen en vue du remboursement des droits que la marge de dumping est inférieure au droit antidumping acquitté par l'importateur, la différence lui sera remboursée. Singapour envisage-t-elle d'effectuer normalement les remboursements dans le délai de 90 jours mentionné à l'article 9.3.2 de l'Accord antidumping?

17. Le paragraphe 2) de l'article 41 prévoit-il que le Ministre impose une date limite aux parties intéressées pour la présentation par écrit des informations faisant l'objet du paragraphe 1) du même article? Sera-t-il donné aux parties intéressées une possibilité de présenter des informations et des observations par écrit afin de défendre leurs intérêts et de réfuter ou de clarifier les informations présentées par d'autres parties?

18. Le paragraphe 6) de l'article 43 indique que si le Ministre décide de ne pas procéder à une vérification, il peut demander à la partie intéressée de fournir "une attestation d'auditeurs indépendants quant à l'exactitude et à la complétude des informations factuelles présentées". Ces attestations d'auditeurs se limiteront-elles à des rapports financiers? Si ce n'est pas le cas, quelles sont les autres informations dont Singapour envisage qu'elles devraient être contenues dans les attestations des auditeurs indépendants?

19. Le règlement de Singapour ne concerne pas l'importation des marchandises considérées qui ont transité par un pays intermédiaire. Toutefois, l'article 40 de la Loi de Singapour prévoit que lorsque les marchandises ne sont pas importées directement à Singapour mais sont importées indirectement en transitant par un pays intermédiaire, elles seront considérées comme provenant du pays d'origine, et les dispositions de la Loi de Singapour seront applicables. Cela signifie-t-il que Singapour comparera toujours le prix à l'exportation aux prix comparables dans le pays d'origine? Si tel est le cas, comment envisage-t-elle de se conformer à l'article 2.5 de l'Accord antidumping, qui dispose que le prix à l'exportation des marchandises considérées sera normalement comparé au prix comparable des marchandises vendues dans le pays intermédiaire (pays exportateur), à moins que des circonstances particulières n'existent, auquel cas le prix à l'exportation pourra être comparé au prix comparable dans le pays d'origine?
